n° 616 — Semaine du 27 avril au 3 mai 1974
2 F 50 Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

SPECIAL PRESIDENTIELLE

tribune socialiste

PSU

DEHORS LES HERITIERS !

tribune socialiste PSU

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DESTOT - Jacques FERLUS - Jacques GALLUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.

Publicité : Régie-Information, 32, rue Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. : 770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE GARREC.

Rédaction : 566.45.64

Administration : 566.45.37
9, rue Borromée - 75015 PARIS
Publicité : Régie Information
Tél. : 770.40.18.

Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE D'HEBDO T.C.

la droite, à votre

Dans les journaux, certains se plaignent que l'on ne parle pas assez de la droite. Pourtant, elle existe : vous pouvez la rencontrer, tous les jours, sur les murs de vos villes, sur les ondes, sur les écrans, dans vos journaux : Giscard, Chaban, Royer (pour ne parler que des plus « sérieux »). La droite, multiforme, hétéroclite : toute la palette, toutes les gammes, toutes les clefs.

Pour s'ouvrir le chemin du pouvoir — ou plutôt, pour le fermer une fois pour toutes aux travailleurs de ce pays — la droite fait jouer tout l'orchestre en même temps. Et ce sont des notes discordantes. Comme lorsqu'on refuse d'entendre l'adversaire ou qu'on tente de couvrir sa voix. L'ennui, c'est que cette fois, c'est la voix populaire, et qu'elle s'enfle.

la der des der

Contre Mitterrand, contre les travailleurs, contre cette unité des forces populaires et cette dynamique à vrai dire extraordinaire (au sens propre), ils n'ont rien trouvé d'autre. Ce n'est pas une « primaire », c'est la « der des der » pour la majorité. Chacun sent bien que de cette élection dépend le sort du pays à beaucoup plus long terme que 4 ans (jusqu'aux législatives...). D'ici là, la droite, si elle revenait au pouvoir, aurait sans doute le temps et peut-être les moyens de se redonner une direction et de tenter d'intégrer davantage les travailleurs à un projet politique de type « nouvelle société » (sauce Chaban) ou du type « droite sociale » (sauce Giscard), voire du type « poujadisme populiste de droite » (sauce Royer).

Alors, tant qu'à faire, autant annoncer dès maintenant la couleur : si les Français ne veulent décidément pas changer, ils ont le choix entre trois continuités, sans compter la poussière des candidats fantaisistes.

L'une, celle qui, apparemment, l'emportera dans la course à la seconde place du 5 mai, est celle de la droite libérale : retrouvant pour l'occasion la fraction centriste qui retourne à ses amours, se présentant comme sérieuse et modérément atlantiste (et peut-être sérieuse parce que modérément atlantiste), lan-

AUTOGESTIONNAIRES :

acteurs et non témoins

« Jamais le P.S.U. n'a eu une telle audience dans l'entreprise ». **Cette réflexion d'un camarade ouvrier de Calais après la prise de position du dernier Conseil national montre parmi tant d'autres que loin de disparaître lors de la campagne électorale, le P.S.U. et le courant autogestionnaire ont un rôle important à jouer. Et ce pour une raison très simple : pour la première fois depuis bien longtemps, une victoire de la gauche paraît possible aux yeux des travailleurs.**

Du même coup, ces mêmes travailleurs comprennent mal ceux qui, à l'instar des organisations trostkystes font passer leurs problèmes de boutique avant la mobilisation unitaire. Mais, dans le même temps, naît à la fois un doute et une question.

La gauche au pouvoir sera-t-elle vraiment capable d'amorcer une transformation décicive ? Que pouvons-nous faire aujourd'hui non seulement pour gagner mais aussi pour que cette victoire ait un sens ?

En faisant un choix unitaire, le P.S.U. peut être véritablement entendu dans cette campagne. En ouvrant d'autres perspectives que celles du Programme commun, il peut répondre à ce doute et à cette question. Voilà pourquoi notre campagne autonome n'est pas défensive, mais offensive. Mais cette caractéristique ne s'applique pas au seul P.S.U. Elle concerne la partie la plus importante de ce courant socialiste autogestionnaire qui a pris cette année même, avec des luttes comme Lip, une importance reconnue de tous.

C'est ainsi que la C.F.D.T. vient de rendre public un texte important sur la mobilisation populaire nécessaire au lendemain d'une victoire de la gauche. Et elle l'a fait en indiquant clairement la perspective du socialisme autogestionnaire avec, fait nouveau, une prise en charge d'une stratégie de contrôle ouvrier et populaire.

double nécessité

Par ailleurs, les organisations avec lesquelles nous travaillons pour créer un mouvement pour l'autogestion socialiste se sont, pour la plupart, déterminées sur le même choix. Les **G.A.M., les A.P.F., Vie Nouvelle, Témoignage Chrétien, la Ligue Laïque,pour le Socialisme, Objectif Socialiste** ont ainsi affirmé une double nécessité : **tout faire pour la victoire de la gauche ; tout faire pour que cette victoire ait un sens grâce à la campagne autonome du courant autogestionnaore.**

Déjà un texte a été rendu public pour expliquer quels sont les objectifs de ce courant dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche. Un accord a été réalisé pour que, si cette victoire est

CALENDRIER

MEETINGS DU PSU

- 25 avril, Nancy, avec Michel Rocard
- 26 avril, Mulhouse, avec Jean Le Garrec
- 29 avril, Morlaix, avec Gérard Féran
- 30 avril, Sartrouville, avec Gérard Féran
- Le Blanc (Indre), avec Michel de la Fournière
- Clermont Ferrand, avec Robert Chapuis
- Alençon, avec François Soulage
- Paris 13e, avec Jean Le Garrec
- 2 mai, Caen, avec Robert Chapuis
- Cherbourg, avec Alain Rannou
- 3 mai, Limoges, avec Daniel Lenègre
- Thonon, avec Georges Constantin
- Paris 6e, avec Pascal Dorival

- **Gala de soutien aux objecteurs de conscience** : 29 avril à 20 H 30 au Bataclan (50 bd Voltaire, Paris — métro Oberkampf) — prix des places : 10 F.

bon cœur

éditorial

çant un « plan social » d'une démagogie éhontée sans indiquer les moyens de financement, alors que l'on est depuis 16 ans « aux Finances », faisant un silence pudique sur la hausse des prix que, de « plan de stabilisation » en « plan de mesures pour lutter contre l'inflation », on a tout de même réussi à remonter de 3 % environ (1964) à 15 % (1974) ! C'est Giscard, un « vrai président » comme ils disent, qui continuera à accumuler les échecs économiques, en se parant du manteau de la compétence.

Il n'y a que « l'image » qui compte et Giscard ne cherche qu'à « l'humaniser » (voir son affiche avec sa fille) car il faut gagner d'autres voix que celle de la bourgeoisie.

La seconde, c'est celle de la « nouvelle société », du « contrat de progrès » tous azimuts avec chaque Français, avec un maintien plus affirmé des options gaulliennes ou pompidoliennes en politique extérieure, et quelques professions de foi libérales que contredisent l'anticommunisme et le caractère d'extrême-droite de certains supporters du candidat ; ou le candidat lui-même lorsque lui échappent certaines petites phrases qui en disent long : « Mitterrand c'est l'enfer » par exemple, c'est-à-dire, vous, nous, moi, tous ceux qui voteront à gauche. Singulière conception de la démocratie qui consiste à exclure plus de la moitié de la population de l'examen des affaires de ce pays...

contre tous

Enfin, il y a Royer. Certains disent : « c'est Savonarole ». D'autres — nous pourrions en être — « c'est Goebbels », un Gœbbels français. Cela va à la messe confit en dévotions, cela respecte la trêve dominicale pendant les élections, cela ne tarit pas d'injures sur « les voyous, les contestataires, les anarchistes », cela approuve les écoutes téléphoniques ; cela réprouve l'avortement, cela s'indigne que des gens aient des rapports sexuels, pour le plaisir — vous entendez ! — cela ne veut pas changer la société, mais au contraire, en retrouver « les racines et le sel... ». Fascisme ? Pas encore... Mais il faut voir les foules qui suivent les meetings : on se croirait à un meeting PPF ou à une réunion d'anciens de la LVF... Royer, c'est leur « portier de nuit ».

Nous nous battons contre tous. Il faut vaincre et nettement. Cette campagne multiple et fausse à laquelle la droite a fini par se résigner et dont elle voudrait faire un atout, c'est sa nouvelle (et décisive ?) grosse « bêtise » sans laquelle ils risquaient d'être encore au pouvoir pour 30 ans... comme disait Peyrefitte, un jour d'euphorie après banquet.

En face, pour une fois, tout est clair. Même si certains préfèrent porter témoignage et réserver leurs coups privilégiés à François Mitterrand : n'est-ce pas, camarades de Rouge et de L O, en marge, une fois de plus (la dernière ?) de la classe ouvrière et des travailleurs ? Il y a cette unité populaire qui rassemble, dans les meetings, des foules inusitées, ces gens qui ne sont pas au Parti Socialiste, ni au Parti Communiste, ni au PSU, ou qui en sont, mais qui sentent que tout peut se débloquer, qui l'ont préparé dans leurs luttes, et qui collent à présent leurs affiches par milliers, partout. Et qui recouvrent, avec une gaieté grave, celle de ces trois gendarmes qui, pour une fois, apparaissent vraiment comme des guignols et des marionnettes. Dont nous savons qui tient les fils.

Daniel LENEGRE

acquise, les Assises nationales pour l'autogestion se tiennent à la date prévue, les 25 et 26 mai à St. Germain-en-Laye, soit une semaine après le deuxième tour. Cette décision est importante. Elle signifie qu'en cas de victoire de la gauche, le premier fait politique important sera l'apparition de ce courant autogestionnaire.

C'est pourquoi, malgré les difficultés de préparation et l'investissement lors de la campagne, il est important que les militants du P.S.U. restent mobilisés pour la préparation de ces Assises. Attitude d'ailleurs cohérente avec notre perspective puisque toutes nos actions lors de cette campagne pour le développement d'une stratégie de contrôle constituent, dans le même temps, une préparation de ces Assises.

« journal-tract »

Enfin, outre plusieurs meetings communs, la diffusion d'un « **journal-tract** » (1) à fort tirage a été décidée. Il paraîtra entre les deux tours. Son objet : proposer un certain nombre d'actions de contrôle sur les secteurs de l'entreprise, du cadre de vie, de la formation, etc..., et définir des objectifs de combat en cas de victoire de la gauche. Ce journal-tract pourra être ainsi le support de réunions de quartiers, de groupes d'entreprises, de rencontres entre les organisations qui ont fait leurs les perspectives de l'autogestion socialiste. Il constituera en même temps un outil pour la préparation des Assises des 25 et 26 mai.

Ces initiatives complémentaires du travail spécifique accompli par le P.S.U. lors de cette bataille électorale sont importantes. Elles manifestent que ce courant autogestionnaire, ce mouvement pour l'autogestion socialiste en gestation, n'entendent plus être simplement des spectateurs et des témoins, mais des acteurs d'une véritable transformation révolutionnaire de ce pays.

Gérard FERAN

(1) Commandes à passer soit à Gérard Féran, au P.S.U., avec la mention « **journal-tract** », soit à **Objectif Socialiste,** 33 rue Godot de Mauroy, Paris 9e.

● communiqués du Bureau national du PSU

De plus en plus inquiète sur son avenir, la majorité ne recule devant aucune astuce de procédure pour faire taire certaines oppositions. Elle a fait interdire par Frey interposé, la candidature de Robert Lafont qui entendait exprimer la voix des minorités nationales et poser des questions essentielles sur l'avenir des libertés dans notre pays. Elle cherche à bloquer la libre expression de militants qui entendent apparaître aux côtés d'Alain Krivine pour appuyer sa campagne.

Le PSU qui soutient la candidature unique de la gauche, celle de F. Mitterrand, pour abattre cette majorité et l'éliminer du pouvoir, est solidaire de ceux qui subissent les effets de sa peur et de son mépris pour la liberté d'expression.

(Samedi 20 avril)

●

Le 21 juin 1973 Marcellin dissout la Ligue Communiste. *Avec l'ensemble des organisations démocratiques, le PSU a protesté contre cette grave atteinte à la liberté d'expression et d'organisation et a refusé d'accepter le fait accompli.*

Aujourd'hui on interdit à des militants du Front Communiste Révolutionnaire de participer à la campagne radio-télévisée d'Alain Krivine.

Le PSU entend tout mettre en œuvre pour garantir aujourd'hui et demain la liberté d'expression et d'organisation. Il a donc accepté de cautionner la présentation de militants que la Commission nationale de contrôle refusait — en toute illégalité — de faire apparaître dans les émissions électorales. Cette caution pour permettre la liberté d'expression dans cette élection présidentielle n'engage en rien un soutien quelconque à la candidature et aux propositions politiques d'Alain Krivine.

Le PSU soutient le candidat unique de la gauche, François Mitterrand, pour battre la droite et donner aux travailleurs la possibilité de libertés nouvelles. Le PSU appelle les forces démocratiques à s'unir contre toutes les atteintes à la liberté par lesquelles la majorité actuelle s'efforce d'empêcher son écroulement, et prend tout contact en ce sens.

(Lundi 22 avril)

l'héritage pompidolien :
un difficile règlement de comptes

L'Etat pompidolien assurait l'hégémonie du capital monopoliste sur la base de compromis avec le capital non-monopoliste (petites et moyennes entreprises), la petite-bourgeoisie traditionnelle (artisans, petits commerçants) et une partie non négligeable de la nouvelle petite-bourgeoisie (travailleurs salariés non directement producteurs de plus-value). La ligne de conduite du président défunt consistait en un double et complet refus. Refus d'un affrontement massif avec la classe ouvrière. Refus simultané d'une liquidation rapide des secteurs « archaïques » de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie.

Cette ligne débouchait sur une impuissance croissante de l'Etat. Le développement de la crise économique rendait, de toutes manières, plus nécessaire que jamais pour la classe dirigeante le dépassement de la politique pompidolienne et le remaniement de la base sociale sur laquelle elle s'appuyait, le grand capital se refusant, pour faire face à cette crise, à entretenir indéfiniment la petite bourgeoisie traditionnelle et certains secteurs de la paysannerie.

Les hésitations, les atermoiements du capitalisme financier — dont Giscard d'Estaing est le représentant — n'avaient, en fait, en aucun moment, rompu ce compromis.

Sainte-Alliance

Pompidou disparu, il est normal que cette « coalition » éclate en ses trois branches : capitalisme monopoliste industriel (Chaban-Delmas), capitalisme monopoliste financier (Giscard d'Estaing), et petite-bourgeoisie traditionnelle (Royer), chacune des trois branches s'efforçant de gagner du terrain sur les deux autres, dans un affrontement sans merci, tout au moins juqu'au premier tour des élections présidentielles, la **Sainte-Alliance** devant se reformer autour du candidat le mieux placé pour le second tour, s'il a lieu...

Tandis que Chaban-Delmas, tout en colorant sa campagne de promesses de réformes sociales, invoque encore l'indépendance gaullienne, c'est-à-dire la volonté de certains trusts de mener une politique pour leur propre compte dans la perspective d'accroître leurs profits notamment par des accords passés avec les pays arabes, Giscard d'Estaing ne peut cacher sa complaisance à l'égard des thèses hégémonistes américaines : leadership politique et système monétaire international dominé par le dollar. Lorsque l'on connaît les liens qui l'unissent à l'I.T.T., aussi bien lui et sa famille que ses nouveaux alliés du Centre démocrate, aucune illusion ne peut naître de ses dernières déclarations concernant ses « orientations présidentielles ». Sa victoire serait, sans aucun doute possible, celle des banques françaises mais aussi celle des sociétés filiales des grands trusts américains.

Sur le plan social, les deux candidats rivalisent d'audace, non pas en faisant des propositions audacieuses, mais en promettant le plus sérieusement du monde à toutes les catégories sociales la satisfaction de leurs revendications, dans le cadre de la « **nouvelle société** » pour l'un, « **d'une société plus égale, plus forte et plus humaine** » pour l'autre, comme si l'un et l'autre se présentaient comme des hommes neufs, totalement indépendants de la grande bourgeoisie dont ils ne sont que les porte-parole, alors qu'ils ont été parmi les principaux responsables de la faillite du système pendant trois années pour l'un, pendant douze années pour l'autre !

C'est à qui augmentera le plus rapidement le niveau de vie, réduira l'écart des revenus, assurera l'égalité des chances, la sécurité de l'emploi, développera les équipements collectifs, sans d'ailleurs, ni l'un ni l'autre donner la moindre crédibilité à ces promesses non seulement parce qu'ils auraient pu les réaliser dans les années précédentes — la crise économique, et surtout énergétique, était alors beaucoup moins aiguë — mais encore parce qu'ils ne se donnent même pas la peine de prévoir les moyens financiers susceptibles de les mettre en œuvre.

Représentants du grand capital industriel et financier, quelle que soit leur habileté, ils ne peuvent à la fois, comme ils le proclament tous deux en des formules presque identiques, « **restaurer la monnaie, réaliser l'union européenne et construire une France plus égale** ». Ce n'est pas un problème de technique mais de finalité. Le programme social et économique de François Mitterrand paraît, en comparaison, un modèle de sérieux, de rigueur, de responsabilité et d'efficacité. Ce n'est pas là l'un des moindres résultats des deux premières semaines de la campagne électorale.

trio d'héritiers

Ainsi les deux représentants des deux branches du capitalisme monopoliste sont acculés, pour tenter de tromper cette frange de 3 à 4 % d'électeurs issus pour la plupart des classes moyennes dont les voix peuvent avoir un poids décisif dans le scrutin, à reprendre à leur compte certains objectifs du programme commun, ou des thèmes développés par le candidat unique de la gauche. On peut légitimement douter que l'efficacité de ce « **virage à gauche** » dont le caractère démagogique est évident. Les tricheurs ne sont pas toujours victorieux.

Quant au troisième « gauchiste », Royer, il saupoudre son programme de mesures empruntées aux uns et aux autres « **pour donner un cœur à la France** », sans masquer sa conception corporatiste de la société et son attachement à « **l'ordre moral** » dont il a déjà donné à Tours un avant-goût prometteur. Il s'adresse à la « **majorité silencieuse** » et lui promet de « **nettoyer** » le pays, comme d'autres l'ont fait au Chili. Appelé au gouvernement par Pompidou en même temps que Druon, après les élections législatives de mars 73, il représente le volet ultra-réactionnaire à nuance fascisante de ce trio d'héritiers.

Une victoire électorale de la droite déboucherait, dans ces conditions sur une période marquée par des contradictions internes, politiques et sociales extrêmement aiguës, d'autant plus que les problèmes posés par l'héritage pompidolien apparaissent en pleine lumière à l'occasion de la campagne électorale. La lutte de classes prendrait alors de nouvelles formes et s'intensifierait. L'ampleur du mouvement populaire qui se développe de jour en jour grâce à la dynamique de l'unité permet, sinon d'exclure cette hypothèse complètement, du moins de la considérer comme beaucoup moins probable.

Olivier DENOIX ■

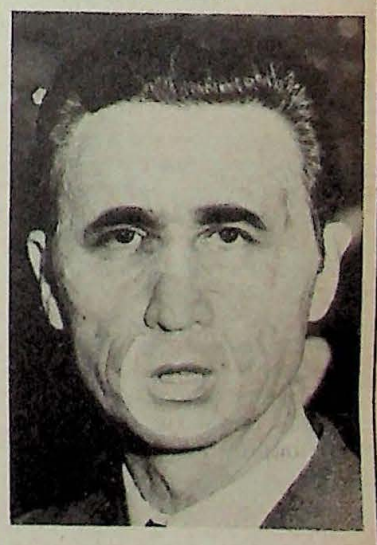
RECETTE

● ingrédients

— *ce qu'il faut de Royer*

— *le regard d'aigle de Chaban*

— *un bout de Giscard*



● et voilà ! (NE PAS AVALER !)

MITTERRAND GRIMPE POURQUOI ?

« M. Giscard d'Estaing parle d'or, mais la France en est pour son argent. » François Mitterrand a le sens de la formule : ce n'est pas une découverte. A Metz, à Strasbourg, à Bordeaux même, le fief de Chaban, le candidat unique de la gauche fait le plein et, comme on dit, le courant passe.

Il passe aussi sur les ondes : un petit déjeuner sur France-Inter, un grand débat avec Chaban Delmas à Europe n° I. Cette fois, ce sont des millions d'auditeurs qui sont touchés. Et dans le brain trust de l'homme de la « nouvelles société », les mines s'allongent.

Les sondages, les uns après les autres, viennent confirmer les impressions — et les chiffrer. La cote de François Mitterrand ne cesse de grimper en même temps que baisse celle des frères ennemis de la droite.

Tout se passe, après une semaine de campagne, comme si c'était lui le tenant du titre — et les autres, eux qui pourtant détiennent le pouvoir depuis 16 ans, et sans partage, les challengers. Et, sauf accident de parcours imprévisible, le mouvement devrait aller en s'accentuant. Pourquoi ?

les travailleurs en ont assez !

Pour une raison majeure — qui dépasse l'homme lui-même et ses talents oratoires : des millions de gens, des millions de travailleurs de ce pays en ont assez. Assez du gaullisme, ce mythe cassé. Assez du règne des faisans de la finance, des requins de l'immobilier, des profiteurs de tous poils. Assez de ce personnel politique usé, de ces gueules de ministres qui monopolisent depuis 16 ans les écrans de télévision, assez de leurs mensonges, de leurs promesses jamais tenues, de leurs grands mots creux sur la patrie, eux qui connaissent si bien le chemin des banques suisses ; sur la famille, eux qui protègent les clandés de Lyon et d'ailleurs et enrôlent les proxénètes dans leur Service d'Action Civique ; sur l'indépendance nationale, eux qui ont livré l'industrie française aux trusts multinationaux ; sur la démocratie, eux qui ont baîllonné l'information, fliqué la France entière, dissout les mouvements autonomistes ; sur la liberté, eux qui sont les amis de Franco et les admirateurs de Pinochet.

La voilà la vérité, toute crue : et c'est de cette vérité-là dont est aujourd'hui porteur François Mitterrand. Sa candidature, soutenue par l'ensemble des forces de gauche, c'est d'abord la possibilité de l'emporter enfin sur la droite, de balayer enfin ces gens dont l'arrogance s'étale depuis 16 ans. C'est aussi la nécessité de traduire sur le plan électoral, des luttes sociales souvent dures, longues et unitaires qui se sont menées en France, notamment depuis un an. C'est de s'être situé à l'intérieur de ce mouvement, y compris dans la lutte électorale, qui doit permettre au PSU et au courant du socialisme autogestionnaire de se faire entendre, dans cette campagne, par de nombreux travailleurs : c'est de ne l'avoir pas compris, ou de n'avoir pas voulu le comprendre, qui condamne les trotskystes de **Rouge** (pardon, FCR) ou de **L O** à survivre dans un ghetto, dont ils ne paraissent pas près de sortir.

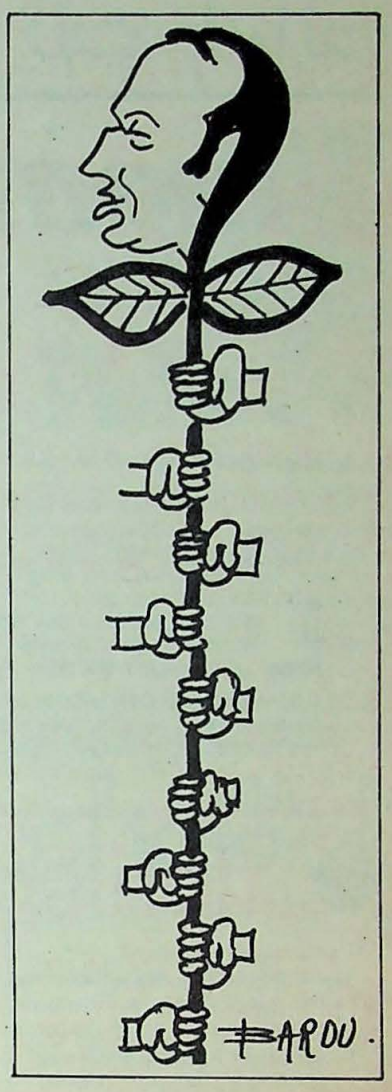
En témoigne la difficulté que les candidats trotskistes rencontrent pour justifier — notamment dans la campagne télévisée — la position qu'ils ont adoptée : Arlette Laguiller expose avec fougue (et ce n'est pas sans intérêt) le scandale de la condition féminine. Mais s'adressant à ses sœurs « bourgeoises ou prolétaires », elle semble en oublier quelque peu la lutte des classes. Quant à Krivine, après quelques attaques de principe contre la droite, il est réduit à appeler la défiance des travailleurs sur le « candidat-bourgeois », pour qui il leur demande de voter au second tour.

Bourgeois, Mitterrand l'est, certes. Tout comme Krivine. L'important est de savoir s'il se situe ou non en rupture avec sa classe d'origine. S'appuyer systématiquement sur le passé d'un homme qui, depuis 58, est resté ancré dans une opposition sans relâche au régime est un argument douteux. Quant à son option socialiste, si elle est « récente », elle peut néanmoins être sincère, sauf à considérer que les positions d'un homme sont définies une fois pour toutes et irreversibles : le combat politique que nous menons, qui vise à convaincre et à rallier le plus grand nombre au socialisme, n'a alors plus aucun sens. Vive, dans ce cas, la lutte armée d'une avant-garde éclairée : les bourgeois peuvent dormir pénards, le grand soir n'est pas pour demain matin...

La campagne de François Mitterrand n'est pas une campagne révolutionnaire, c'est vrai. C'est pourquoi, tout en le soutenant, le PSU a choisi de défendre ses propres thèmes dans une campagne autonome : le fait est que ce choix est d'ores et déjà positif, et que le socialisme autogestionnaire, ce qu'il représente, les luttes sociales qui l'expriment, le projet dont il est porteur, sont d'ores et déjà très présents et trouvent très largement à s'exprimer, notamment dans la presse. C'est la tâche de tout le Parti d'accroître encore cette présence dans la campagne.

un combat difficile

Quant au candidat unique de la gauche, engagé dans un combat électoral difficile, dans des conditions qui privilégient les réactions sentimentales et viscérales de l'électorat, plutôt que de faire appel à son raisonnement, face à une droite déterminée à tous les chantages, toutes les démagogies, et qui brandit avec une maestria consommée l'épouvantail usé, mais efficace, du communisme, il fait sa campagne comme il la sent et comme il peut, et cette campagne n'a rien, jusqu'à présent, qui puisse nous scandaliser. François Mitterrand respecte ce pour quoi il est, en quelque sorte, implicitement mandaté : rassembler un maximum de suffrages sur la base



d'un programme qui rétablisse la démocratie bafouée par 16 ans de gaullisme et laisse largement ouverte la porte à des possibilités réelles de changement dans une perspective socialiste.

Rien de plus, rien de moins non plus. Et les deux axes sur lesquels reposent la campagne du PSU : tout faire pour la victoire, tout faire pour que cette victoire ouvre les plus larges perspectives, ces deux axes sont à prendre en compte avec une égale conviction.

Bernard LANGLOIS ■

SOUSCRIPTION NATIONALE

○ pour soutenir la campagne du PSU

□ pour le développement du socialisme autogestionnaire

○ pour se donner les moyens de notre combat

30 F, dès aujourd'hui, pour chaque militant

monts et merveilles...

Les luttes sociales n'occupent que fort rarement, et pour un temps limité, les premières pages des journaux de la bourgeoisie. En période électorale, ils ne vont quand même pas faire le contraire...

Les candidats de droite promettent monts et merveilles. En fait, tout ce qu'ils n'ont pas fait durant les seize années au cours desquelles ils ont occupé le pouvoir. Aujourd'hui, la partie est difficile pour eux, car ils manquent d'arguments pour duper les travailleurs. Chaban, Giscard, Royer et quelques autres ont prononcé des phrases qui passeront à la postérité tant elles sont discordantes avec la réalité de la lutte ouvrière.

Car le combat dans les entreprises ne faiblit pas. Il, fait partie de la campagne électorale, peut-être bien davantage que les discours.

Cette semaine encore, des conflits ont éclaté ou ont continué de se développer. Partout, une revendication est mise en avant : les salaires. Le coût de la vie augmente et les salaires ne bougent pas...De fait, la France n'est plus gouvernée...De fait, Giscard a démissionné...Le patronat attend l'issue de l'élection...Les grèves ont toutes les chances de na pas être symboliques. Elles dureront peut-être au-delà du 5 mai ou du 19...

Même sur les salaires, les revendications ne sont pas « égoïstes ». Un peu partout, l'exigence de l'augmentation uniforme jaillit et la lutte démarre après une longue discussion des travailleurs concernés...La mobilisation populaire se réalise sur les lieux de la production. Déjà, d'autres conflits s'annoncent...On peut aller très loin dès le lendemain de l'élection.

Jacques Ferlus ■

florilège

« Je serai un président qui aura pour chaque Français, de toute condition et de toute activité, la considération qu'il mérite ». V. Giscard d'Estaing

● **A la Bourse de Paris,** le lock-out décidé le 8 avril n'a pas entamé la détermination des travailleurs et particulièrement des commis qui sont à l'origine du conflit. Chaque jour, ils organisent des meetings, des manifestations et des assemblées générales. Leurs revendications portent sur les salaires et les gratifications.

« C'est donc un nouveau départ pour une nouvelle société. » J. Chaban Delmas -

● Après les banques, ce sont **les convoyeurs de fonds** de la Brink's qui se sont mis en grève. 120 camions sont restés immobilisés par 600 travailleurs en grève. A la base, une revendication salariale (150 F pour tous) mais aussi l'amélioration des conditions de travail, le remplacement des camions vétustes et le respect du droit syndical.

« Ce qui a été possible sous mon impulsion pendant trois ans atteste de ce qui pourra être fait demain ». J. Chaban Delmas -

● **Chez Colgate Palmolive,** les travailleurs estimant que les augmentations de ces derniers mois étaient insuffisantes, ont demandé une augmentation de 200 F pour tous. Et ils ont mené une grève de plus d'une semaine avec l'occupation de l'entreprise. La direction a fini par baisser les bras.

« Je me suis occupé de problèmes ouvriers ». J. Royer -

● A Tours, la bonne ville du dénommé Royer, les travailleurs de **Chiminter** se sont mis en grève à la suite de l'échec d'une longue négociation salariale. Le personnel est d'accord pour une augmentation uniforme de 100 F, la direction propose un simple aménagement de la grille.

« Il n'est d'ordre profond qu'accepté grâce à un effort de tolérance et de consentement mutuel ». J. Chaban Delmas -

● **Les 250 travailleurs de Berliet-Comela** avaient décidé la grève début avril. Ils voulaient des salaires unifiés à ceux de tout le groupe Berliet et une prime de transport. Le 17 avril à l'heure du laitier, 150 flics sont venus déloger les cinq ouvriers du piquet de grève. Ils ont coupé les grillages, investi les locaux sous le regard tranquille des travailleurs. Il n'en fallait pas plus pour que les travailleurs soient encore davantage déterminé à continuer.

« La liberté, c'est avoir des conditions permettant à chacun, pour ce qui le concerne, d'atteindre au bonheur ». J. Chaban Delmas -

● **Au pays de Pierre-Auguste Messmer,** tout ne va pas pour le mieux. Il y a une certaine entreprise de chaussures **Bata** où de nombreux ouvrières et ouvriers gagnent moins de 1 100 F par mois, et ce pour des cadences très rapides avec en plus des menaces et des brimades, particulièrement à l'encontre du personnel féminin.

Les 1 400 travailleurs de l'usine se sont mis en grève pour un salaire minimum de 1 200 F, 7 % d'augmentation immédiate et la règlementation du salaire au rendement. Pierre Auguste semble rester très discret.

« Les Français modestes savent que j'ai travaillé pour eux ». V. Giscard d'Estaing -

● **A Martigues** (Bouches-du-Rhône) les 300 employés de **Mammouth** ont décidé de répliquer à la toute puissance patronale. Ils ont commencé par décider, en assemblée générale, la création d'une section CGT, puis ils ont cessé le travail et occupé les caisses. C'était le 12 avril dernier et ça dure depuis. Ils demandent à gagner 1 400 F par mois...Les mieux payés gagnent 1 000 F. Des manifestations de soutien sont organisées.

« La croissance doit rester humaine pour éviter de briser sous le poids de changements trop brusques, les habitudes ou les situations de ceux qui travaillent ». V. Giscard d'Estaing -

● Rien ne va plus **dans l'automobile. Renault** annonce deux nouvelles journées chômées à Sandouville (2 et 3 mai). **Simca-Chrysler** est en avance sur les promesses électorales : les lock-out sont appliqués depuis le 11 février dernier, mais avec la diminution de salaire qui s'impose. Pour continuer dans cette voie sociale, les journées des 29 et 30 avril seront chômées.

Quand à **Citroën,** il oppose des démentis peu convaincants aux bruits qui courent sur ses difficultés économiques. En attendant la situation est préoccupante pour les travailleurs de l'usine de Rennes. Quand les stocks augmentent, ce n'est jamais bien. Ou alors on peut se demander qui est derrière.

Face à cette situation, les syndicats demandent l'application des 40 heures au 1er octobre prochain, avec maintien du salaire et la retraite à 60 ans. Les patrons prudents, ne proposent que de mieux indemniser si on était obligé de descendre au-dessous de 40 heures. Comme on voit, c'est l'optimisme.

■

comme les autres travailleurs

Les paysans seront-ils les sauveurs du conservatisme ? A en croire les dirigeants du syndicalisme agricole traditionnel, ils formeront le dernier bastion de défense du régime. D'ailleurs, ils ne font pas de politique... Debatisse déclare simplement qu'il ne prend pas position : il lui semble que son attachement à l'exploitation familiale est incompatible avec les positions de la gauche. Allez comprendre... Cependant, faut-il se laisser abuser par ces déclarations d'état-major ? Les paysans n'attendent-ils pas autre chose, une autre vie, au même titre que les autres travailleurs ? Et qu'aurons-nous à proposer ?

A travers les luttes menées depuis longtemps sur le foncier **(Belaud, Courcy...),** sur les prix, la solidarité qui s'exprime entre les ouvriers des industries agro-alimentaires et des organismes para-agricoles **(Pedernec, Cerizay, Crédit Agricole),** tout ça montre que la position des dirigeants nationaux et l'idéo-

DARBOY IMPRIME DARBOY

Cette semaine, les militants du PSU collent une affiche « présidentielle ». Elle a été imprimée par les travailleurs de l'imprimerie Darboy en grève depuis le 1er mars pour s'opposer au démantèlement de l'entreprise. Le 27 mars ils ont décidé de faire tourner à nouveau les machines.

C'est une lutte exemplaire dans le secteur réputé difficile de l'imprimerie et qui connaît aujourd'hui une crise grave. Les travailleurs de Darboy ont réalisé un journal d'information (1) dont nous extrayons les passages où ils expliquent comment se déroule leur lutte et dans quelles conditions ils ont décidé de redémarrer la production.

— On s'organise collectivement : dès les premiers jours de l'occupation, nous accueillons tous ceux qui viennent nous voir. Et à l'étonnement de beaucoup, il en vient du monde ! Des ouvriers des usines avoisinantes, ou du Livre, des lycéens et des employés de banque en grève, des gens du quartier. Des luttes proches des nôtres viennent nous apporter leur expérience : les imprimeurs bretons du **Goeland** (2e faillite en deux ans) et les lorrains de la **Sogra** qui ont repris le travail pour leur propre compte ; les ouvriers de **Lip.** Ça aide chacun d'entre nous à tenir, ça ouvre l'esprit sur d'autres luttes que les nôtres.

D'ailleurs, on « sort » beaucoup : collectes et entrevues dans les plus grosses — et de plus petites — usines de Montreuil, participation à des assemblées de grévistes de la **BNP.** Parfois, même, on approfondit, ainsi la table ronde au lycée de Montreuil sur **« les problèmes de l'emploi et la circulaire Fontanet »,** où nous étions six, de tous âges et de toutes catégories de travail ; après cela, il ne s'en trouvera plus chez Darboy pour dire que les lycéens sont des petits cons fainéants (...).

Dès le début, l'union locale CGT nous a soutenus et mis en rapport avec les sections syndicales de nombreuses entreprises. D'autre part, la municipalité, et particulièrement le député Odru, outre le pain quotidien, nous ont soutenus dans les démarches entreprises auprès des autorités « compétentes ». Beaucoup d'autres amis ont collé des affiches et distribué des tracts pour nous faire connaître.

Le soutien financier, modeste ou important, nous permet de tenir, mais on a tendance à végéter et on n'aime pas ça. D'autant que l'idée que Darboy puisse un jour redémarrer avec nous se développait peu à peu. Les indemnités, bien sûr, c'est important, mais garder notre emploi sur place, ça l'est plus encore. Quant à prouver que Darboy est viable, on le ressent tous confusément, mais comme tous les dossiers sont partis avec le patron, il nous est difficile de le prouver.

— Le redémarrage : Quelques-uns avaient bien au départ l'idée folle de faire redémarrer les machines, mais presque personne n'y croyait. D'abord, les problèmes de sécurité. En effet, les machines sont de taille importante et un accident aurait d'autant plus de conséquence que, chômeurs, nous ne sommes pas assurés « accident ». De plus, certains avaient peur de se faire sortir si on redémarrait. Chaque argument a été discuté méthodiquement ; on est tous arrivés au point de vue qu'en travaillant à notre rythme, on éliminait presque le risque d'accident, qu'un redémarrage, en faisant parler de nous, jouerait plutôt en notre faveur. On a été aidés par l'absence de propositions concrètes et quand, de réunion officielle en entrevue officieuse, on nous a promis une réunion, le 15 avril, on a compris ; en effet, le 15 avril, c'est le lundi de Pâques !

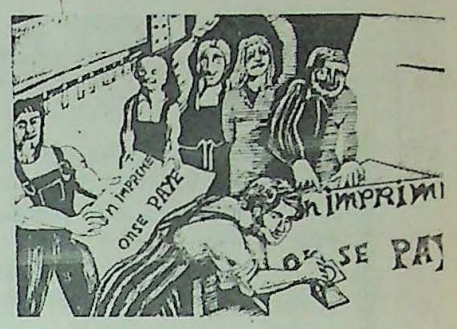
Le mercredi 27 mars, on a redémarré. Finalement, c'est tout simple de redémarrer, on dérouille les machines et nous aussi par la même occasion. Chacun fait connaissance avec le travail des autres. On découvre comment se font les plaques et les montages ; il n'y a plus de division du travail comme avant, même pour les tâches les plus ingrates (vaisselles, balayage).

On n'a pas besoin de représentants pour voir les travaux affluer. Notre premier tirage a été un tract pour les comités de grèves des banques. Nous avons tiré tracts, affiches ou brochures pour la **CFDT, Rateau,** le **MLAC, les Comités Chili,** la **CGT** et la **Jeunesse Communiste,** et bien d'autres. Travailler à notre rythme, ça veut dire finir à 18 heures, mais aussi à 2 heures du matin si on le désire. Le travail a permis de nous assurer une paie hebdomadaire de subsistance, mais pas les indemnités qui nous sont dues. Les paies sont égales pour tous et ne tiennent compte ni des anciennes spécialisations, ni des salaires antérieurs.

Le redémarrage a eu l'effet escompté ; on a parlé de nous, **Darboy** est devenu une lutte connue : TV, radios, journaux, de nombreux journalistes ont défilé à l'imprimerie en deux jours. (...).

En cas d'intervention de force publique, nous comptons sur les habitants et les travailleurs de Montreuil pour avoir une présence dissuasive vis-à-vis de la police, protectrice pour nous. Une sirène servira d'avertisseur.

Il nous est apparu important d'expliquer exactement le sens de notre lutte, particulièrement dans l'imprimerie où il a été souvent, soit caché, soit déformé. Nous espérons que les travailleurs du livre (et les autres) sauront tirer de notre lutte des éléments pour refuser la sacro-sainte volonté des patrons et du pouvoir de démanteler l'imprimerie. On a un peu parlé de **Henon** (300 licenciements en mars 74). Mais qui connaît **Informatic 300 000** (130 licenciements) ou **Le Goeland** à Lanvollon (23 licenciements) ou encore **La Semeuse** ? L'imprimerie traverse une crise grave, non seulement des matières premières — il faut une forêt pour le papier d'un quotidien — mais aussi de restructuration. On brade les petites boîtes, et en plus les patrons s'arrangent pour liquidier tout ça en douceur, en douceur...nous on n'a pas fermé not'gueule. Il va de soi que nous avons conçu et imprimé cette feuille collectivement. »



(1) « **Darboy imprime Darboy** » que l'on peut se procurer 12 rue d'Alembert, à Montreuil ou à la Maison Ouverte, 17 rue Hoche Montreuil.

chaillot
THÉATRE NATIONAL
GRAND FOYER DE CHAILLOT
Métro: Trocadéro LOCATION: 727.81.15
14 représentations seulement
SPECTACLE INVITÉ
LES MIGNONS ET LES GUENONS
d'après Witkiewicz
Par le Teatr Cricot 2 de Cracovie
Direction: **Tadeusz Kantor**
Du 17 au 30 avril

TEP
direction guy retoré
théâtre national
du 5 avril au 15 mai
Milan KUNDERA
LES PROPRIÉTAIRES DES CLÉS.
17 rue malte-brun - Paris 20e
m° gambetta - tél. 636.79.09

logie qu'ils représentent sont largement désavouées par la base.

Il existe, et personne ne peut le nier, un courant socialiste révolutionnaire en agriculture. Sans doute, ne peut-on pas le chiffrer, parce qu'il n'est pas structuré et que de nombreux militants sont encore isolés. Mais ils représentent une force réelle : le **MODEF** (avec des réserves) et le **Mouvement des Paysans-Travailleurs** le traduisent bien, malgré leurs ambiguïtés.

La politique de concertation, le mythe répandu du **« petit paysan qui deviendra grand et riche »** s'il travaille bien pour payer le Crédit Agricole, la déviation des coopératives, le magouillage des SAFER, la loi du fric sur le foncier et les équipements, tout cela, les paysans en ont assez et le dénoncent. Peut-on parler d'une trahison du syndicalisme ? Pas vraiment puisque, tel qu'il est organisé, il ne représente que les intérêts d'une classe. Là aussi, finie l'unité, chacun a dévoilé son jeu pendant ces derniers mois.

avancer

Alors, que faire ? Il y a une élection présidentielle, c'est un moment privilégié pour faire avancer de nouvelles convictions. Il n'y a plus d'illusions à se faire sur le réformisme à la sauce Chaban, Giscard et compagnie, mais va-t-on faire une confiance aveugle à François Mitterrand ? Sa victoire électorale éventuelle ne changerait rien de fondamental, surtout pour le monde agricole. Mais elle peut débloquer la situation actuelle embourbée dans les méandres du marchandage bruxellois et les promesses parcimonieuses voulant répondre en catastrophe aux mouvements revendicatifs.

Cette victoire du candidat unique de la gauche peut donner l'occasion d'un premier pas essentiel vers le socialisme autogestionnaire. Aussi faudra-t-il redoubler de dynamisme après cette éventuelle victoire pour que les travailleurs puissent prendre eux-mêmes leur destinée en main, selon les axes que nous nous sommes fixés (voir T.S. 615), à savoir :

— assurer un revenu minimum garanti à tous les paysans et aux retraités ;

— contrôle populaire sur l'utilisation et la répartition des sols ;

— contrôle populaire sur l'approvisionnement en matières premières nécessaires à l'agriculture et sur l'écoulement de la production ;

— contrôle populaire sur l'orientation qualitative et quantitative de la production et de la commercialisation.

Les militants du P.S.U. s'emploient actuellement à préciser d'une façon concrète la mise en place et les modalités de fonctionnement que peut avoir ce contrôle populaire.

Il est nécessaire que ce travail aboutisse à des propositions d'actions communes à tous les militants agricoles anti-capitalistes pour que puisse triompher notre libération.

Hector COIRON ■

● Que tous ceux qui sont intéressés par le développement des thèmes énoncés se mettent en rapport avec la Commission Nationale Agricole du P.S.U., 9 rue Borromée - 75015 Paris, pour envoyer des suggestions, propositions, critiques. Il faut que ce travail parte de la base la plus large possible.

une croissance profonde

Si la gauche arrive au pouvoir, une très dure bataille s'engagera d'entrée de jeu avec la droite sur le terrain économique et social. La gauche a-t-elle la capacité de prendre en charge la gestion immédiate du pays, et pour faire quelle politique ? La gauche a-t-elle la possibilité de répondre aux aspirations les plus pressantes des travailleurs et de parvenir à un nouvel équilibre économique et social ? La gauche — enfin — a-t-elle une perspective à long terme suffisamment claire pour engager les transformations de structures nécessaires à l'orientation de la France dans la voie socialiste ? C'est autour de ces trois questions que tournait la conférence de presse de Michel Rocard, mercredi dernier. Nous en publions un extrait, qui illustre l'interrogation fondamentale que posait déjà le PSU dans son Manifeste de décembre 1972 : « Produire pourquoi ? ».

Assigner d'autres finalités aux efforts des travailleurs de notre pays, c'est définir une politique globale cohérente des aspects intérieurs et extérieurs.

Sur le plan intérieur, je réaffirmerai avec force que nous ne sommes pas, je l'ai souvent dit, des zélateurs de la croissance zéro. Mais la croissance de la production intérieure brute n'est pas non plus pour nous un but en soi. L'économie doit être au service des hommes et non l'inverse.

Une économie au service des hommes n'a que deux grands objectifs, tout le reste étant contrainte technique à satisfaire. Ces deux objectifs sont le plein emploi et la qualité de la vie des habitants. C'est la réalisation du plein emploi, compte tenu de la durée du travail acceptée, et qui doit en France baisser quelque peu, qui entraîne comme résultat — pour un appareil de production donné — un certain rythme de croissance.

une autre vie

L'objectif d'une meilleure qualité de la vie est celui qui aujourd'hui appelle les changements les plus profonds. Je rappellerai — pour éviter tout malentendu — que cette qualité de vie suppose tout d'abord une certaine quantité de logements, d'équipements, de biens mécaniques disponibles et de services. Elle suppose aussi la disparition des inégalités les plus choquantes en matière de revenus, de savoir et de pouvoir. Mais elle appelle aussi une inflexion de notre modèle de consommation Fabriquer, de la voiture au réfrégirateur, du complet veston à l'ampoule électrique, des objets systématiquement plus durables qu'actuellement, c'est diminuer l'emploi de ressources et les imports, diminuer les pollutions, soulager le pouvoir d'achat des travailleurs sans rien enlever — au contraire — aux commodités de la vie familiale.

deux aspects

Dans le même esprit, un aménagement réfléchi et contrôlé de l'espace français doit permettre de préserver nos sites, de conserver aux régions rurales les infrastructures et les communications dont leur vie économique et culturelle a besoin, et plus encore de rendre les villes vivables. La délinquance, la drogue, le malaise de la jeunesse ont pour une part leurs sources dans la promiscuité, due à des logements trop petits, dans l'absence d'équipements favorisant le jeu, le sport, l'aventure et la création pour l'enfance et l'adolescence. Plus généralement, le temps libre des travailleurs et de leurs familles doit être préservé contre les horaires excessifs, contre les temps de transport épuisants, contre les démarches administratives interminables, et contre la frénésie consommatrice. Le temps libre doit pouvoir être utilisé pour la pratique sportive ou artistique, la communication, le jeu, la fête et la création. Je n'ai pas la place ici de décrire tous les types d'équipement et les mesures d'orientation économique et sociale nécessaires pour s'engager dans ces directions, mais on les devine aisément. Cela va de la fiscalité à l'augmentation massive des financements d'équipements publics, en passant par la limitation forfaitaire des frais de publicité en pourcentage des chiffres d'affaires, par la maitrise des sols urbains, un urbanisme d'orientation plutôt que de répression, etc...

Les moyens économiques d'une telle politique présentent deux aspects essentiels. C'est tout d'abord l'encouragement important au développement de l'économie de services qui est à long terme la garantie du plein emploi. Education, information, centres d'animation pour les personnes âgées, structures locales d'accueil pour la petite enfance, animation culturelle, accueil et appui administratif sont quelques uns des grands secteurs créateurs d'emploi dans l'avenir. C'est ensuite notre capacité à survivre économiquement de manière à peu près autonome dans ce monde de tempêtes qui est garante de la nouvelle orientation.

A ce titre, des économies d'importations sont à rechercher en même temps que des augmentations d'exportations. La clé en est simple : travailler nous-mêmes plus largement nos propres ressources. Il faut exporter de la machine-outil et non de l'acier, des chaussures et non du cuir, des articles mécaniques et non des lingots d'aluminium. Ce sera tout l'objet de la politique industrielle.

Les chances de réussite de ces nouvelles perspectives de croissance sont également liées au rapport de la France avec l'extérieur. La réalisation d'une unité politique, économique et militaire européenne est une condition nécessaire de l'indépendance de cette région du monde face aux grands blocs dominants. La démonstration n'est plus à faire que seul un groupement de plus de 200 millions d'hommes est capable de rassembler les moyens permettant une action autonome. La démonstration est également faite qu'Europe et capitalisme sont contradictoires, tant il vrai que le développement du capital multinational est incompatible avec la construction européenne.

Concrètement et dans le court terme, cette volonté européenne doit se manifester dans les deux domaines où le temps nous est compté : la monaie et l'énergie. La volonté de la gauche de rendre à la France une monnaie forte est désormais connue ; elle passe par la solidarité européenne au sein du serpent des monnaies communautaires. Quant au domaine énergétique, il est navrant de voir à quel point des intérêts privés ont abouti à la dispersion de l'effort nucléaire. Une nouvelle Communauté peut y pourvoir. Mais surtout l'Europe peut et doit être celle des libertés, de l'égalité des statuts sociaux, de l'accueil à tous les exilés, de la lutte contre les oppression et aussi de la gestion commune des besoins, l'Europe des services publics.

ne plus dominer

Si les faits imposent à la France socialiste cette politique de l'unité européenne, ce n'est pas la seule raison pour laquelle la France doit jouer un nouveau rôle international. Il est temps en effet que renaisse une certaine idée de la France qu'une grande tradition attache aux principes de liberté et de fraternité. Le soutien à la volonté du Tiers Monde de revaloriser le prix de ses matières premières injustement pénalisées par l'inflation sur les produits manufacturés, de même qu'une amélioration des droits et des conditions de vie des travailleurs immigrés sont des moyens indispensables au renouveau de cette politique internationale. Elle appelle une transformation complète de la politique de coopération. Elle ne doit pas être, comme c'est le cas aujourd'hui, un moyen de préserver la domination économique, sociale culturelle des anciens Etats colonisateurs sur les pays auxquels il a bien fallu accorder une indépendance politique. Cette politique de coopération doit être, bien au contraire, la définition — en commun — d'objectifs politiques, portant notamment sur le type de développement à long terme que la population de ces pays aura choisi et sur les moyens à adopter ensemble pour y parvenir. C'est-à-dire la réalisation d'échanges qui ne soient plus dictés par des rapports de domination commerciales.

Michel ROCARD

POUR PRENDRE CONTACT

— Vous voulez entrer en contact avec les militants P.S.U. de votre quartier où de votre lieu de travail.

— Vous voulez être tenu au courant de nos initiatives et de nos campagnes.

— Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée 75015 Paris.

Nom .....

Adresse .....

.....

Profession .....

redoublez d'efforts :

FAITES DES ABONNEMENTS !

un nom : .....

une adresse : .....

et un chèque de 60 F

(+ un bouquin, c'est encore donné !)

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
C.C.P. Paris 5.826.65